

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
6 mars 1976
No. 443

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LES VITICULTEURS DU MIDI EMPLOIENT LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

SOUTIEN AUX JUSTES LUTTES PAYSANNES

Editorial p. 3

DES DIZAINES DE BARRAGES ROUTIERS ET FERROVIAIRES
DANS L'AUDE, L'HERAULT ET LE GARD

LES VIGNERONS MANIFESTENT PAR MILLIERS

Partout, jeudi, dans le Midi viticole, les vignerons ont manifesté avec force contre les conditions de vie extrêmement dures que la bourgeoisie leur impose, et contre cette odieuse provocation à laquelle sa police s'est livrée en arrêtant trois travailleurs et deux paysans. Aux quatre coins de l'Aude, de l'Hérault et du Gard, des milliers de viticulteurs se sont dressés avec force contre cette exploitation et cette répression accrues.

Dans le Biterrois, jeudi matin, plusieurs barrages filtrants ont été mis en place sur les routes notamment à Montagnac, Pézenas et près de Béziers. Auparavant, des dossiers avaient été détruits dans des perceptions à Sérignan, Pézenas, Roujan, Castang. Un pylône à haute tension avait été abattu à Balaruc-les-Bains.

Dans la matinée les viticulteurs ont continué de barrer les routes avec des tas de pneus enflammés, des poteaux placés en travers. Quand ils levaient un barrage, c'était pour le redresser un peu plus loin. A Agde, vers 10 heures, un camion

de gravier a été déversé sur le pont qui enjambe l'Hérault. L'autoroute A 9 elle-même a été barrée à proximité de Bessan, puis à Florensac.

Tout l'après-midi, les viticulteurs, extrêmement mobilisés, ont poursuivi ces actions dans les mêmes villes ainsi qu'à Valras, Gigean, Fabrègues, Gignac, Pouzilhac, Rabieux, Mireval, à proximité de Sète à la jonction des Nationales 113 et 108, sur la Nationale 112 au col de Poussarou, sur l'échangeur de Vendargues, sur l'autoroute Orange-Narbonne.

Des manifestations notamment à Baillargues ont permis de bloquer la circulation ferroviaire entre Nîmes et Montpellier, de même qu'entre Sète et Agde où les viticulteurs ont barré un passage à niveau. Un train a également été bloqué à Nîmes.

(Suite p. 5)

Près de Narbonne

LES CRS ONT TUE

Dès qu'a été connue l'arrestation à Narbonne de deux vignerons et de trois travailleurs qui les soutenaient, une juste révolte et une colère sourde ont grondé chez les viticulteurs. Dès mercredi soir de partout, de tous les coins des départements de l'Aude et de l'Hérault des groupes affluaient vers la ville.

C'est alors que, pour imposer la libération des emprisonnés, les travailleurs de la vigne devaient séquestrer pendant un certain temps au siège de la Confédération

générale des vignerons du Midi (CGVM) le commandant de la gendarmerie de Narbonne. Puis différentes actions devaient être menées, et jusqu'à plus de 4 heures jeudi matin des centaines et des centaines de viticulteurs manifestaient dans les rues de Narbonne.

En fin de matinée, jeudi, un meeting, placé sous le signe de la poursuite de la lutte engagée pour la libération de leurs cinq camarades, réunissait à Narbonne

devant le siège de la CGVM plus de 2 000 viticulteurs. Le responsable régional du Comité d'action viticole devait notamment y déclarer : « Nous décrétons la mobilisation générale sur l'ensemble du Midi, avec, comme points forts, l'Aude, l'Hérault et le Gard, tant que l'on ne remettra pas en liberté les deux viticulteurs de Narbonne emprisonnés ».

(Suite p. 5)

LE «BEAU MONDE» INQUIET

Très vite après l'odieux assassinat commis par les CRS à Montredon-des-Corbières, Chirac et Poniatowski étaient convoqués à l'Élysée. Ils allaient s'entretenir pendant plus d'une heure trente avec Giscard. Le gouvernement, les mains tachées du sang d'un viticulteur et de nombreux blessés par balles, cherchait comment faire avaler pareil crime aux millions de travailleurs. Il fallait que le ministre de l'Intérieur intervienne. Et vite !

A 20 heures, sur les ondes, additionnant les millions de pertes infligées aux négociants par les viticulteurs en colère, le premier flic de France accusait. Il accusait les viticulteurs de violences, de nuire à la « sécurité » à laquelle « les Français aspirent dans leur immense majorité » !

(Suite page 3)

TOURISME

Deux «inspecteurs à la sécurité publique» de Béziers voulaient effectuer un contrôle sur un barrage routier à la sortie de cette ville. Mal leur en a pris.

Des viticulteurs les ont pris en charge. Ils les ont conduits à l'aérodrome Saint-Privat de Béziers où ils ont fait monter de force les deux flics dans un «Corvette» assurant la

liaison avec Paris. En hissant les deux policiers à bord de l'avion, les viticulteurs leur ont donné pour mission «d'aller rendre compte au ministre de l'Intérieur du mécontentement des vignerons méridionaux» L'appareil à bord duquel les deux flics étaient seuls avec l'équipage, a quitté Béziers à 18 heures pour Paris.



Les viticulteurs coupent la voie ferrée à Montredon (Photo AFP).

PARIS-SAMEDI-6 MARS-17 H.

MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PETITS PAYSANS

metro la Motte Picquet—Grenelle A L'APPEL DE L'HUMANITE ROUGE

Hongrie

L'enseignement au service des nouveaux bourgeois

Je vous écris pour vous signaler un article paru dans «l'École et la nation», revue du PCF sur l'éducation, de janvier 1976 page 36 à 40 (8 F l'exemplaire !) qui vaut le coup d'être lu.

Cet article a pour titre prometteur : «Le développement des talents en Hongrie». On y explique d'abord que le «talent» n'est pas inné, mais qu'il se forme et quelques lignes plus loin on parle de «dépistage des talents» et «d'assistance aux élèves doués» qui sont évidemment les tâches essentielles de l'enseignement révisionniste. On considère comme un grand progrès «de réunir dans les classes dites spécialisées des élèves très doués», «ces classes disposent d'un horaire hebdomadaire élevé, de professeurs qualifiés et de conditions matérielles favorables».

Comme on sait bien que, comme par hasard, les élèves «talentueux» sont en grande partie les enfants de la bourgeoisie, on voit au service de qui est mis l'enseignement en Hongrie, même si on signale que «ce serait une erreur pédagogique si l'école se bornait à se préoccuper du développement des élèves particulièrement doués tout en négligeant les autres». D'ailleurs, pour montrer l'efficacité du système, on indique qu'une partie des enfants «de certaines couches de travailleurs manuels vivant dans des conditions difficiles» (Tiens ! Il y en a ?) «n'arrivent pas au terme des études primaires» pendant que les autres obtiennent en gagnant des «concours de diverses disciplines»... «des prix de valeur».

Un article instructif pour voir ce qu'est la dictature de la bourgeoisie sauce hongroise et ce qui nous attend si les révisionnistes arrivent au pouvoir en France.

Un enseignant sympathisant.

ESPAGNE

TRENTE-DEUX OUVRIERS INCARCÉRÉS POUR FAIT DE GREVE

Dans une usine de matériel sanitaire d'Alcala de Henares, près de Madrid, les travailleurs sont en grève depuis le 19 février. L'on vient d'apprendre que 32 ouvriers de cette entreprise ont été arrêtés le 3 mars au soir. Ils ont été interrogés dans le commissariat d'Alcala de Henares avant d'être transférés dans les bureaux de la direction générale de la sécurité à Madrid. L'usine d'Alcala de Henares appartient à la société «Roca» dont tous les établissements sont actuellement paralysés par des grèves que les travailleurs mènent avec détermination pour arracher des augmentations de salaires.

PORTUGAL :

GRACE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE «FIRESTONE»

800 salariés de la filiale portugaise de la société transnationale américaine «Firestone» sont en grève depuis mercredi et séquestrent l'un des directeurs de nationalité américaine dans les locaux de l'entreprise, à Alcochete, au sud de Lisbonne.

Leur revendication principale porte sur le paiement des arriérés de salaires pour la période de mai 1974 à juin 1975.

Selon la commission des travailleurs, les 800 travailleurs sont décidés à maintenir la grève et la séquestration jusqu'à satisfaction de cette revendication.

URSS

Pas de crédits occidentaux pour les canons russes!

Le Kremlin, notamment au cours du 25^e Congrès du PCUS, a récemment mis en branle sa machine de propagande pour réclamer «la matérialisation de la détente» et se vanter des «fruits» récoltés par son «programme de paix». Qu'entend-il par là ? Rien d'autre que de nouvelles pressions exercées contre les pays occidentaux pour leur extorquer davantage de crédits et de capitaux. Il leur tient ce langage :

«Comme gage de votre aspiration à la "détente" vous devez accepter de me procurer les céréales, l'équipement technologique, les capitaux dont j'ai besoin. Vous devez aussi acheter mes produits démodés et de mauvaise qualité.»

Profitant de la crise économique des pays impérialistes occidentaux et de leur besoin d'accroître leurs marchés à l'étranger, l'URSS tente de se servir d'eux pour opérer une transfusion de sang sur sa propre économie assaillie de mille difficultés. A la tribune du 25^e Congrès, Brejnev lui-même a bien été obligé de reconnaître ce fait. Pas moyen de

La revue soviétique «Za Roubejom» le reconnaît sans fard : «Dans les conditions de la détente, la division du travail avec les pays capitalistes a permis à l'URSS de résoudre plus efficacement le problème de la construction économique.» En bref, l'URSS compte sur le beurre occidental pour accroître ses canons !

huit cents millions de dollars US.

En faisant grand tapage sur la détente, Brejnev cherche aussi, sous l'enseigne de la «coopération économique», à camoufler ses ambitions expansionnistes, et à semer la discorde dans le camp occidental, pour renforcer ses positions dans l'épreuve de force engagée



L'armée russe s'entraînant à l'agression.

camoufler, même en truandant les statistiques, l'ampleur des lacunes dans la réalisation du plan, l'aspect catastrophique de la dernière récolte céréalière, l'insuffisance de la production dans nombre de secteurs de première nécessité pour le peuple soviétique.

Ces difficultés de tous ordres de l'URSS sont dues principalement à ses préparatifs de guerre accélérés, sa course effrénée aux armements, à une économie totalement militarisée.

Un exemple : dans un article paru dans son numéro 38 de 1975, l'hebdomadaire soviétique «Temps nouveaux» reconnaît que l'URSS avait emprunté pour un total de huit milliards huit cents millions de dollars US auprès de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon et du Canada pendant une récente période. L'agence Tass revendique de ces pays pour la période du 10^e quinquennat de nouveaux crédits d'une valeur de huit milliards

avec l'impérialisme US à l'échelle mondiale. Mais une certaine prise de conscience de la nature et des ambitions réelles de l'URSS commence à se faire jour dans les pays européens que le social-impérialisme rêve d'asservir. Cette question fait l'objet de vifs débats en Grande-Bretagne et aux USA. Le peuple français doit aussi mener la lutte pour que pas un seul centime n'aille servir à gonfler l'arsenal menaçant du social-impérialisme russe.

25^e Congrès du PCUS

Un commentaire iranien clairvoyant

Le journal iranien «Kayhan» a publié le 28 février un commentaire sur le rapport de Brejnev au 25^e congrès du parti révisionniste soviétique dans lequel il a déclaré que «son pays soutient toujours les peuples en lutte pour la liberté». Alors, demande le journal, est-ce aussi une action pour défendre la liberté lorsque l'organisation du traité de Varsovie a envoyé en 1968 600 000 hommes et 5 000 tanks envahir la Tchécoslovaquie.

Le journal souligne que Brejnev n'a critiqué que l'intervention des États-Unis dans les affaires intérieures

des autres pays. «Mais il est souhaitable que Brejnev explique pourquoi 12 000 soldats cubains et 2 000 militaires russes sont en Angola. C'est clair comme le jour de savoir si c'est une intervention dans les affaires intérieures d'autrui.»

A propos de la «détente» soulignée par Brejnev, le commentaire indique : «On ne pourra pas ne pas placer entre guillemets le mot de détente aussi longtemps que les superpuissances ne cesseront pas d'élargir leurs arsenaux.»

L'article conclut en affirmant : «Une détente réelle ne peut être garantie que

dans les conditions suivantes : priver Moscou et Washington de leur droit monopoliste de diviser le monde, interdire aux deux superpuissances d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires intérieures d'autres pays, respecter la liberté de choix de tous les pays... arrêter la course aux armements des deux superpuissances, appliquer les plans de destruction des arsenaux nucléaires, laisser tous les pays participer à la résolution de divers problèmes et à la sauvegarde de la paix dans diverses régions dont le Moyen-Orient.»



R.D.A. : UN EXEMPLE DE RESISTANCE CONTRE LE SOCIAL-FASCISME

Comme chacun sait, la réalisation des objectifs du plan du 8^eme Congrès du parti révisionniste est-allemand ne sert pas les travailleurs mais les sociaux-impérialistes russes et la nouvelle bourgeoisie de RDA. C'est pourquoi d'année en année grandit l'aversion des travailleurs pour les bavardages sur la réalisation du plan que les milieux dirigeants ne cessent de resservir à toute occasion. Voici ce qui se produisit dans une ville du Erzgebirge à l'occasion du défilé traditionnel des mineurs : lorsque le défilé attendait le départ sur la place du marché, le maire de la ville commença son discours par l'inévitable bavardage sur la réalisation du plan. Mais à peine avait-il commencé que tous les orchestres du défilé se mirent à sonner le cor, si bien qu'en l'espace de 5 minutes, la place du marché fut vidée. Ce fut là, on le voit, une manière d'exprimer son avis. Quant au maire, il ne lui resta plus qu'à continuer son discours tout seul.

(Information publiée dans «Roter Morgen» No du 8/8/76)

INDONESIE : UNE DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'INDONESIE

L'agence d'information du Parti communiste d'Indonésie publie une longue déclaration du Comité central du PKI exprimant la solidarité du peuple indonésien à la lutte de résistance du peuple de Timor-Est contre l'invasion de l'armée indonésienne.

La déclaration conclue :

«Le peuple indonésien qui continue encore maintenant la lutte contre le régime fasciste de Suharto adresse ses chaleureuses salutations à l'occasion de la proclamation de l'indépendance et de l'établissement de la République démocratique de Timor-Est. Il remercie le peuple de Timor-Oriental de la lutte héroïque et inflexible qu'il mène pour se défendre. Les peuples d'Indonésie et du Timor-Oriental sont deux peuples frères qui seront toujours unis fermement dans leur lutte commune contre l'oppression du régime fasciste de Suharto.»

GUATEMALA : UNE EXPLOSION NUCLEAIRE AMERICAINE A L'ORIGINE DU SINISTRE ?

Le tremblement de terre au Guatemala, qui a entraîné la mort de 23 000 personnes, a été provoqué par une explosion nucléaire souterraine américaine, selon le quotidien guatémaltèque, «El tiempo».

Le quotidien indique que les États-Unis ont procédé à une telle explosion à Yucca Flats (Nébraska), «trois minutes et trente secondes avant le début du tremblement» qui a dévasté le Guatemala.

«Les trois minutes trente correspondent exactement au temps nécessaire aux ondes provoquées par l'explosion nucléaire pour atteindre et ébranler la faille principale qui est à l'origine du séisme.»

«El tiempo» affirme également que les secousses telluriques qui ont eu lieu récemment au Costa-Rica, au Mexique et à Cuba correspondent à autant d'explosions nucléaires américaines.

les menaces du banquier Fourcade

M. Fourcade, si aimable il y a quelques jours alors qu'il se donnait en spectacle avec Mitterrand, a montré son vrai visage jeudi alors qu'il quittait le palais de l'Élysée. Ce visage c'est celui de la haine envers le peuple, le visage de la bourgeoisie apeurée.

«J'ai été informé cette nuit, a-t-il dit, du sacage et de l'incendie de treize postes comptables des arrondissements de Narbonne et de Béziers. Sur 13 postes, deux ont été complètement démolis. Je trouve que ces incidents sont complètement inconscients et stupides. Le fait, pour des gens qui sont des émeutiers — ce ne peut pas être des représentants des viticulteurs — de s'en prendre à des établissements publics est non seulement regrettable mais encore imbécile. Je pense donc qu'il faudra mettre rapidement sous les verrous ces émeutiers de manière à ce que cessent ces exactions contre des établissements publics et des personnels, car des violences morales ont été exercées sur des percepteurs qui y habitent.

LE «BEAU MONDE» INQUIET

Suite de la page une

Il poursuivait : «Les Français doivent savoir que, si de tels événements se multiplient, ils mettent en danger la sécurité de la collectivité mais aussi celle de chacun de nous. C'est pourquoi le gouvernement, avec fermeté

«Il faut faire cesser très rapidement l'ensemble de ces exactions indignes d'un pays civilisé, dans lequel les notions d'ordre et de sécurité doivent s'imposer à tous les Français», a poursuivi Fourcade.

Comme un journaliste évoquait devant lui les revendications des viticulteurs, le ministre de l'Économie et des Finances a répliqué : «On ne parle pas de revendications lorsqu'on fait sauter des perceptions».

«Émeutiers» telle est l'insulte que les réactionnaires utilisent à chaque fois que le peuple se révolte contre l'exploitation et l'oppression. Quant aux menaces, Fourcade-le-banquier, peut être sûr qu'elles ne feraient que renforcer la détermination des vigneronnes à combattre pour obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés.

mais aussi avec justice et modération, entend assurer cette sécurité. C'est la consigne que j'ai donnée à toutes les forces de l'ordre.»

Voilà qui est clair quant aux intentions du gouvernement ! La preuve est faite que ce gouvernement «libéral» peut faire tirer au pistolet-mitrailleur sur des travailleurs, et le ministre de l'Intérieur assure qu'il n'hésitera pas plus à la prochaine occasion. Le tout pour la bourgeoisie est d'amener chacun à se sentir visé, en danger, et de convaincre ainsi chacun que la répression sanglante contre les mouvements de masse est indispensable. Ce que préparait de longue date la campagne d'intoxication sur la «criminalité» et la «délinquance», en particulier ces derniers temps autour du meurtre du petit Philippe Bertrand à Troyes.

Or que répond à cela «le champion des libertés», le parti de Marchais ? A 5 heures vendredi matin il avait fait deux déclarations. L'une par la voix de son secrétaire général tenait en trois lignes : sur RTL, Marchais a demandé que «le gouvernement engage immédiatement des négociations avec les viticulteurs». L'autre est parue dans L'Humanité du 5 mars (page 3) sous la plume de René Andrieux ; elle mettait le juste recours des viticulteurs à la violence révolutionnaire de masse sur le compte

de leur «exaspération» et de leur «désespoir devant la carence du gouvernement», gouvernement auquel elle demandait de «cesser de traiter comme des ennemis des hommes qui veulent seulement vivre de leur travail» — comment la bourgeoisie pourrait-elle traiter les travailleurs en lutte autrement qu'en ennemis ? ! C'est à croire que la notion de lutte des classes aussi est dépassée pour le PCF.

De riposte des travailleurs ? De soutien à leur combat ? Surtout pas ! Chacun a pu remarquer d'ailleurs que L'Humanité blanche est LE SEUL QUOTIDIEN qui n'ait pas dit un mot des viticulteurs à sa Une ! La vérité est simple : ce que veut la direction du PCF, c'est faire courber l'échine aux travailleurs, et pour cela — pense-t-elle en aparté — la répression brutale peut être d'un certain secours...

Ainsi, par-delà les rivalités d'intérêts qui les séparent, tous les clans de la bourgeoisie se retrouvent main dans la main lorsqu'il s'agit d'écraser dans le sang les luttes justes de la classe ouvrière et des masses populaires. Il n'est pas non plus de clan bourgeois qui ne sera balayé par la révolution prolétarienne !

Paris

Réunion unitaire et fausse note

Pour soutenir rapidement les petits paysans en lutte, exiger la libération des emprisonnés et dénoncer l'assassinat d'un viticulteur, une réunion s'est tenue jeudi soir à Paris à l'initiative du PCR(ml).

Outre nos représentants, des représentants de la «Cause du peuple», du «Travailleur», de la «Gauche ouvrière et paysanne», de «Drapeau rouge» et de... «Révolution !» participaient à cette réunion. Rapidement il devait apparaître que si les positions du PCR(ml) étaient bonnes et correspondaient à notre point de vue (une riposte dans les délais les plus courts) il n'en allait pas de même de «Révolution !» qui tergiversait pour finalement proposer d'étendre les organisations invitées à la Ligue de Krivine, au PSU et, inévitablement, au PS et au PCF !

Voilà qui montre une fois de plus que les marxistes-léninistes n'ont rien à voir avec les dirigeants trotskystes de «Révolution !» même si à la base nombre de militants ne se veulent pas trotskystes. Une leçon à méditer...

Editorial

SOUTIEN AUX JUSTES LUTTES PAYSANNES

Les récents développements de la lutte des petits viticulteurs du Languedoc-Roussillon ont provoqué un affolement général parmi les divers représentants de la bourgeoisie tandis que les ouvriers, tous les exploités de France se sont réjouis du courage et de la détermination des masses paysannes du Midi viticole.

En élevant des barrages sur les routes, en s'en prenant aux recettes-perceptions, aux commissariats, aux sous-préfectures, à tous ces édifices représentatifs du pouvoir oppressif des capitalistes, les petits viticulteurs ont riposté du tac-au-tac à la bourgeoisie et à son gouvernement. Ceux-ci ont reporté le poids de la crise de leur système sur les travailleurs : comme partout ailleurs, dans le Midi, c'est la misère qui règne dans les familles des ouvriers et des paysans : les revenus mensuels de la majeure partie des viticulteurs ne dépassent même pas le SMIC tandis que, pour les ouvriers, les licenciements et le chômage prennent des proportions inégalées. C'est pourquoi nous disons, nous, la révolte des petits paysans est une juste révolte, révolte qui frappe directement les profiteurs capitalistes.

Agissant selon sa logique de classe réactionnaire, le gouvernement a d'ailleurs tenté, dans l'ombre, de réprimer cette révolte en faisant un exemple, un peu comme autrefois quand le monarque faisait exposer les têtes des chefs d'insurrections paysannes.

La provocation du gouvernement de la bourgeoisie a suscité immédiatement une riposte de masse des petits paysans du Midi, une riposte encore plus puissante que tout ce qu'on avait vu jusqu'ici. Cette lutte de masse pour le droit de vivre et de travailler et contre la répression a provoqué dès lors une agitation dans le petit monde des représentants de la bourgeoisie. Un Fourcade, qui se présente comme quelqu'un de bien élevé à la télévision, est devenu haineux et grossier pour invectiver le mouvement paysan, tandis que Poniatowski devait, au nom du gouvernement, faire une déclaration plus «pondérée» : une reculade en réalité et une manœuvre destinée à démobiliser les paysans et à empêcher le mouvement de se développer. D'autres aussi ont manifesté leur inquiétude en cette journée du jeudi 4 mars : le Parti socialiste d'un côté, le PCF de l'autre ont tous deux réclamé d'urgence des «négociations» qui n'ont rien à voir avec les exigences pressantes des viticulteurs.

La vérité, c'est que ces gens-là espèrent arriver au pouvoir pour gérer le capitalisme : ils vantent à la bourgeoisie leurs capacités à tromper les masses. C'est pourquoi ils sont si préoccupés des élections cantonales et se moquent des paysans.

Ainsi une fois de plus c'est confirmé, la violence révolutionnaire des masses agit sur tout ce beau monde comme un coup de pied dans une fourmière. Mais on ne les a pas vu beaucoup s'agiter lorsque, voici quelques jours seulement, un autre paysan, à Epinal, cette fois-là, est mort, matraqué par la gendarmerie !

Pour nous les choses sont claires, il faut soutenir la juste lutte des petits paysans. Il faut l'aider partout à se développer et par-dessus tout il faut encourager le développement de l'unité ouvriers-paysans.

La bourgeoisie montre à sa manière qu'elle est paniquée à l'idée d'une telle unité : Poniatowski n'a-t-il pas cherché à diviser ouvriers et paysans en prétendant que l'attaque contre les établissements Ramel a fait perdre leur emploi à 200 ouvriers, alors que dans toute la France c'est le patronat qui jette par milliers des ouvriers sur le pavé !

Les conditions d'un grand mouvement de masse populaire et révolutionnaire existent dans notre pays. Même le mouvement étudiant se développe avec vigueur. Alors, que l'union des masses populaires se fasse autour des ouvriers et des paysans, que le soutien mutuel se manifeste dans la lutte ! La tempête du mouvement révolutionnaire des masses balayera le vieux monde capitaliste en crise et amènera la dictature du prolétariat. Le plus tôt, le plus vite sera le mieux !

Economie

Selon l'OCDE

Le chômage ne va pas diminuer

Devant le conseil des ministres de mercredi Giscard déclarait : «La reprise doit profiter par priorité à ceux qui sont à la recherche d'un emploi». Encore faudrait-il qu'il y ait «reprise», ce qui est loin d'être le cas.

Depuis quelques mois maintenant, le gouvernement parle de «relance» ; le moins qu'on puisse dire est que jusqu'à maintenant elle ne s'est guère manifestée. La vérité est que cette propagande est l'un des instruments utilisés par la bourgeoisie pour essayer de dissuader les travailleurs de lutter contre le chômage en leur cachant la réalité. Le gouvernement est maintenant inquiet des risques d'explosion sociale que peut provoquer la progression du nombre des chômeurs. Mais il est incapable de la maîtriser. La crise économique du capitalisme est incontrôlable. Tout ce qu'il fait ne vise qu'à donner l'illusion qu'il lutte contre le chômage. C'est ainsi que mercredi encore il a annoncé différentes mesures allant dans ce sens. Chirac a fait savoir que dès lundi, dans

chaque département, allait être créée une commission présidée par le préfet «pour chercher les freins qui s'opposent aux créations d'emploi». Des commissions supplémentaires pour faire croire que le gouvernement fait quelque chose contre le chômage. Toujours, pour semer des illusions, Chirac devait également lancer un appel aux syndicats pour pratiquer «une politique de concertation pour la création d'emplois». Les travailleurs de Fougères ont pu juger dernièrement ce qu'il en était de cette «concertation». Elle vise à faire croire à la création de quelques emplois pour mieux imposer la masse des licenciements.

Le gouvernement veut ainsi démobiliser les travailleurs, les diviser, en faisant miroiter la possibilité d'emplois pour certains chômeurs.

Tandis que Giscard et Chirac s'emploient à semer des illusions, l'organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe les principaux pays capitalistes occidentaux, parle avec beaucoup plus de franchise. Elle indique en effet que si la production française devait se développer cette année à un rythme plus important que prévu, cette progression serait incapable de faire diminuer le nombre de chômeurs. On peut même estimer que celui-ci va augmenter sensiblement : dans 6 mois, 800 000 jeunes vont à leur tour quitter l'école et rechercher un emploi. Personne ne croit que d'ici là il soit possible de créer 800 000 emplois nouveaux. Y aura-t-il 2 millions de chômeurs à la fin de 1976 ? C'est là la question que l'on peut maintenant se poser.



SMG Gerzat

La lutte continue

Cellier, le bonze révisionniste trahit la lutte, cherche à diviser les travailleurs et à les décourager. La lutte a failli s'arrêter sur un échec (voir article HR No 439) et elle reprend de plus belle à 80 %, les travailleurs combattifs prenant leurs propres affaires en mains.

Les révisionnistes bafouent la démocratie, cherchent à canaliser le mécontentement des travailleurs. Ne se justifient-ils pas par la suite devant les travailleurs écœurés par leur trahison en disant qu'ils ne veulent rien faire, qu'ils ne veulent pas lutter ?

Les marxistes-léninistes montrent qu'en exerçant une véritable démocratie à la base, en menant une lutte classe contre classe, en isolant les traîtres, la classe ouvrière ose lutter et se mobiliser pour vaincre et aspirer à une profonde unité.

LUNDI 1 MARS :

Malgré le sabotage du délégué syndical PCF les ouvriers de SMG organisent tant bien que mal des équipes de popularisation de leur lutte. Alors Cellier le bonze syndical PCF de l'usine refuse de faire un tract de popularisation parce que, dit-il, ça coûte trop cher ! On se demande bien à quoi peuvent servir les cotisations à la CGT.

Les travailleurs s'apprêtent à partir en manifestation dans Gerzat quand la direction demande les délégués pour discuter. Pendant que les délégués montent, les travailleurs vont crier leur haine du patron sous ses fenêtres. A la première injonction du patron d'aller les faire taire le bonze révisionniste s'y précipite malgré l'opposition d'un délégué, ouvrier marxiste-léniniste exclu de la CGT. Le bonze avait déjà empêché les travailleurs de monter dans le bureau du patron.

Le patron propose 80 F d'augmentation et rien sur les autres revendications en particulier la réintégration d'un jeune non repris après son service militaire.

Aussitôt le bonze pressé de reprendre le travail veut faire voter sans dire ouvertement cependant qu'il est pour reprendre.

Malgré les violentes et unanimes protestations des travailleurs il s'obstine à faire voter à bulletin secret. Des rangs des travailleurs fusaient les insultes et sarcasmes à son égard en diverses langues.

Résultat du vote : 107 voix pour continuer la lutte (80 %), 32 voix contre.

Pour ridiculiser Cellier les travailleurs s'échangeaient leur bulletin de vote au grand jour.

Après manifestation dans Gerzat, les membres du PCF se traînaient lamentablement derrière la manifestation tandis que devant partaient forts les mots d'ordre : « Français immigrés même patron, même combat », « Busseau salaud, le peuple aura ta peau », les ouvriers levant le poing contrairement aux directives de Marchais et chantant l'Internationale.

Alors que la majorité des délégués CGT rentrent chez

eux les travailleurs combattifs restent à l'usine et préparent des pancartes pour les collectes.

MARDI 2 MARS :

5 heures du matin : aucun délégué CGT n'est là et bien qu'il n'y ait pas de piquet de grève aucun travailleur ne rentre.

9 heures du matin : assemblée générale, Cellier le bonze PCF est excusé : IL A UNE EXTINCTION DE VOIX qui arrange bien les choses pour lui. Obéissant aux décisions des travailleurs nos camarades marxistes-léninistes de l'usine vont sommer les autres membres du PCF qui sont délégués CGT d'organiser la grève. En l'absence du chef d'orchestre Cellier, ils disent timidement : la grève continue.

Un camarade marxiste-léniniste propose alors de faire avant les collectes un tract d'explication et qu'une équipe de travailleurs soit désignée pour le rédiger. Les révisionnistes ne veulent pas prendre position : « Il faut aller voir Cellier ! C'est de l'aventurisme ! »

Un militant de base du PCF combattif propose alors que tous les délégués y compris notre camarade exclu de la CGT rédigent le tract ensemble. Les travailleurs resteront autour et participeront à la rédaction. Au début il est prévu que le tract sera signé section CGT. Notre camarade marxiste-léniniste le lit devant les travailleurs qui l'approuvent unanimement et il précise bien que rien ne doit être retouché dans ce tract que l'adjoint PCF de Cellier va faire tirer à l'UD.

13 heures : l'adjoint de Cellier explique qu'à l'UD ils ne peuvent pas tirer le tract parce que CE N'EST PAS LIÉ AUX PROBLÈMES DE LA METALLURGIE et qu'il faut le retoucher pour le tirer.

Violente colère des travailleurs, certains les traitent de pourris et demandant à quoi ils servent à l'UD-CGT.

Notre camarade délégué appelle les travailleurs à monter au réfectoire pour bien expliquer à tout le monde ce qui se passe. Il propose qu'une délégation de travailleurs aillent à l'UD-

CGT pour demander des explications.

Une trentaine de travailleurs arrivent à l'UD-CGT pour demander des explications. Le permanent de service a le culot de leur répondre que l'UD-CGT ne s'ingère pas dans les affaires des sections et les envoie à un autre « guichet » qui est fermé. Les travailleurs ont eu la même impression qu'à la Sécurité sociale où on vous envoie de guichet en guichet.

Une ouvrière écœurée par ce manège s'écrie : « Allez les enfants on s'en va ! » Les travailleurs bouillants de colère s'en vont en arrachant toutes les affiches et panneaux CGT (VOTEZ CGT, ADHÉREZ A LA

CGT, etc) des couloirs de l'UD.

Les travailleurs décident alors d'aller à la CFDT pour faire tirer leur tract. Une section CFDT y est immédiatement créée d'un effectif déjà supérieur à celle de la CGT, et le tract de popularisation y est tiré immédiatement et sans retouches par les militants CFDT présents.

Dans cette nouvelle section il y a sur les 8 délégués CGT, deux délégués CGT plus notre camarade récemment exclu de la CGT.

A la CFDT ils apprennent que Chauvel le bonze CGT de l'UD s'est fait sortir de la SCPC (voir article sur l'inculpation du délégué CFDT de cette entreprise HR No 441) par les syndiqués CGT eux-mêmes parce qu'il voulait s'ingérer grossièrement dans leur lutte.

Les patrons peuvent trembler parce que de plus en plus les travailleurs en lutte démasquent la politique de collaboration de classe prônée par les dirigeants du PCF.

Les communistes m-l de SMG

la France des luttes

Pres de Narbonne

LES CRS ONT TUE

Suite de la page une

Diverses décisions concernant les actions à entreprendre devaient être prises à ce meeting, notamment celle-ci : « Nous bloquerons toutes les voies de circulation, de quelque nature que ce soit... ». Aussi dès après la tenue du meeting, les viticulteurs sont-ils allés occuper de nombreuses routes du département. Peu après 14 heures, la nationale 113 était coupée par les manifestants à 5 km de Narbonne, à hauteur de Montredon-des-Corbières.

Plus de mille viticulteurs y établissaient des barrages de pneus enflammés. En contrebas de la chaussée, sur la voie ferrée Narbonne-Carcassonne, les paysans réussissaient à arrêter un train de marchandises et à stopper totalement la circulation en enlevant des rails à l'aide d'une pelle mécanique. C'est là que devait périr Emile Poytes, viticulteur à Arquettes-en-Val, près de Lagrasse dans l'Aude.

L'Agence France-Presse — nos correspondants n'ayant pu à cette heure nous faire parvenir leurs témoignages, nous sommes

obligés de nous en remettre aux informations que publie la bourgeoisie, non sans y relever au fil des heures de sérieuses « nuances » — l'AFP, donc, relate que vers 15 heures deux compagnies de CRS ont été dépêchées sur les lieux. Selon le ministère de l'Intérieur les ordres qui leur étaient donnés étaient stricts : il fallait dégager la voie ferrée. Les CRS ont attaqué d'abord, semble-t-il, à coups de grenades lacrymogènes, puis, probablement parce que cela ne suffisait pas à faire reculer les viticulteurs, au pistolet-mitrailleur, au fusil et à la grenade offensive.

Armés de fusils de chasse, les viticulteurs ont riposté courageusement et efficacement. Toujours selon l'AFP l'affrontement armé a duré plus d'une heure. Mais c'est alors que des paysans se repliaient vers un talus que plusieurs ont été blessés par les coups de feu des flics et que Emile Poytes est mort atteint d'une balle dans la tête. Une dizaine au moins de viticulteurs devaient être acheminés vers l'hôpital de Lézignan.

Puis après s'être regroupés les travailleurs de la vigne sont repartis vers Narbonne. A 17 heures, plus de deux mille viticulteurs s'y rassemblaient de nouveau devant le siège de la CGVM, cours de la République. Tandis que le glas sonnait sur la ville, les paysans ont décidé d'observer trois jours de deuil à la mémoire de leur camarade assassiné par les chiens de garde de la bourgeoisie capitaliste, lesquels, de leur côté, ont relevé un mort — le commandant de la 26^e « Compagnie républicaine de sécurité » stationnée à Toulouse — et 22 blessés.

Un peu plus tard, à 21 heures, le maire de Narbonne annonçait — « prématurément » selon les magistrats de Bourg-en-Bresse — que les deux viticulteurs emprisonnés seraient libérés ce même jeudi soir. Il espérait ainsi visiblement mettre un coup d'arrêt à la mobilisation et à la lutte de masse des viticulteurs. A son image, toute la bourgeoisie tremble. Et elle fait bien. Car aujourd'hui, marqués par la perte d'un des leurs, les viticulteurs sont plus déterminés que jamais. Le Comité d'action viticole annonçait d'ailleurs cette nuit qu'ils se réuniraient dès vendredi matin à 10 heures pour décider des nouvelles actions à mener.

Les vigneron manifestent

par milliers

Suite de la page une

Dans la soirée, le nombre des routes barrées était encore plus important. Dans le Gard, non loin de Bernis, les viticulteurs avaient placé divers véhicules et des tracteurs en travers de la chaussée, tandis qu'à Pouzilhac ils avaient eu recours à des pneus en flammes, à des pierres, des branches d'arbres et des bouteilles cassées. Plusieurs centaines de viticulteurs des Pyrénées-Orientales ont fait de même entre Perpignan et Boulou, etc.

A l'échangeur de l'autoroute A 9 à l'est de Montpellier, plusieurs centaines de vigneron ont dû affronter CRS et gendarmes mobiles. Ceux-ci en effet ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les viticulteurs qui avaient dressé un barrage à cet endroit. Les manifestants se sont repliés et ont édifié un barrage quelques centaines de mètres plus loin, sous le pont de la route départementale qui surplombe l'autoroute. Ce barrage a été édifié à l'aide de glissières métalliques arrachées sur le bord de l'autoroute, et de

grillages de protection disposés sur les deux voies de la « Languedocienne », tandis qu'une dizaine de pneus usagés étaient enflammés. Les viticulteurs se sont massés autour de ce nouveau barrage, les flics ne pouvant alors les en déloger.

Plus tard dans la soirée une manifestation a eu lieu à Carcassonne. Elle a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui ont exprimé leur indignation et leur deuil à la suite de la fusillade de Montredon-des-Corbières.

Libérez les viticulteurs

emprisonnés!

Soupçonnés par la police d'avoir pris part à une action menée dans la nuit du 29 février au 1^{er} mars en direction des établissements Ramel à Meximieux dans l'Ain, deux chauffeurs de cars et un transporteur de Carcassonne dont les véhicules auraient servi à conduire les viticulteurs sur les lieux, ainsi que deux vigneron étaient arrêtés mercredi après-midi, et incarcérés à Montpellier. Dans la soirée, après avoir été transférés dans une maison d'arrêt de Lyon, ils étaient inculpés de « violences et dommages commis en groupe au cours d'une action concertée et à forces ou-

vertes » — contre les chais Kamel — par le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse.

Puis au vu de la colère immense qui s'emparait de la population, révoltée devant pareille provocation policière, la bourgeoisie décidait de libérer trois des emprisonnés, cependant que Michel Olive et Salvador Domenech, viticulteurs domiciliés à Narbonne, demeureraient sous les verrous à Lyon. Jeudi soir ils devaient être longuement interrogés par le juge Bruzy de Bourg-en-Bresse.

Dernière minute : nous apprenons que les deux viticulteurs emprisonnés viennent d'être libérés.



reportage

AVEC LES TRAVAILLEURS DE LIP

Interview de Charles Piaget

De notre envoyé spécial

Malgré les multiples attaques du PCF contre les travailleurs de Lip, leur mensonge ne paie pas. Les travailleurs de Lip, la CFDT, sont mieux que quiconque conscients des problèmes qui les concernent et tout d'abord l'emploi. Ils l'ont déjà montré au cours de leur long conflit en 1973 où ils ont gagné ! Et, disent-ils : «Aujourd'hui nous sommes conscients que des menaces pèsent sur nous et nous nous battons déjà contre ces menaces».

HR : Que se passe-t-il donc à Lip aujourd'hui ?

Charles Piaget : Il y a deux ans que l'on a redémarré Lip après un long conflit et on ne s'attendait pas non plus à ces formes de luttes. Ce qui s'est passé, c'est que finalement, au cours du 2^e semestre 1975, il y a eu à notre avis une «bombe» qui a été allumée par deux bouts : un bout «économique» où finalement la nouvelle direction de l'entreprise a subi la crise ; comme beaucoup d'autres entreprises capitalistes, elle s'est retrouvée à un moment donné avec un décalage entre les ventes et les réalisations, il y a eu stock, d'où diminution de trésorerie et donc problème économique. Et puis de l'autre bout il y avait toujours le «pétard» politique qu'est Lip parce que ça a tout de même fait pas mal de bruit.

En voulant réclamer un nouveau prêt aux banques, la classe patronale s'est trouvée divisée sur ce qu'il fallait faire, devant ce nouveau problème économique. Et il y avait à la tête de cette entreprise une direction qui avait pas mal irrité les banques et la classe patronale et donc la tentation très forte d'en profiter pour régler des comptes aux travailleurs. Voilà ce qui s'est passé à mon avis.

HR : Y-a-t-il ou non problème de gestion ?

C. Piaget : Oui bien sûr, comme toute entreprise capitaliste, mais cette mauvaise gestion se fait sur le dos des travailleurs.

A la direction, il y eut également division sur ce qu'il fallait faire avec les travailleurs. Certains voulant tenter d'en profiter pour régler des comptes très vite, et c'est pour cela qu'il y a eu une campagne d'opinion publique où les thèmes étaient très classiques : «Trop de monde chez Lip», «Trop de qualifications», «C'est une entreprise qui tourne mal», enfin, c'était en gros la préparation psychologique pour frapper un coup contre les travailleurs.

Mais devant la volonté des travailleurs de Lip de combattre, il y eut la partie de récupération de Giscard, ensuite la levée de boucliers des petits patrons du Haut-Doubs et finalement Chirac réintervenant dans cette affaire. Il semble qu'il y a eu un compromis où finalement le pouvoir a donné quelque «subside» aux patrons du Haut-Doubs, sans pour autant régler les problèmes de fonds au niveau des mutations technologiques. En ce qui concerne Lip on ne sait pas encore très bien quelle voie ils vont suivre dans les semaines à venir au niveau des travailleurs et même de l'emploi.

HR : Qui est touché par les pré-retraites et comment cela se passe-t-il ?

C. Piaget : En ce qui concerne les pré-retraites ce sont des personnes qui ont 60 ou un peu plus de 60 ans ou 59-58 ans. C'est une mesure qui est devenu assez classique dans le système actuel, on ne peut pas dire que c'est une mesure

exceptionnelle à Lip. La direction a utilisé les mesures administratives classiques pour garantir 90 % du salaire mensuel, dans un premier temps, un an et 75 % dans un deuxième temps et puis enfin la garantie de ressource à 70 % pour la troisième année et les suivantes. Il y a eu une garantie d'augmenter les salaires avant de partir en retraite et de bénéficier du salaire maximum, afin d'augmenter le taux de retraite.

Pour certains c'est dur, et c'est vrai, il y aura tout de même une perte de salaire, et cette perte est insupportable par rapport à leurs engagements : logements, etc.

Les mesures des pré-retraites ne sont pas acceptées, pas plus d'ailleurs que la baisse des horaires, et on cherche à reprendre ce

HR : Y-a-t-il risque de licenciement ou de réduction d'effectifs à Lip ?

C. Piaget : Oui, oui, c'est un des risques qui sont présents ; certes au conseil d'administration, on a demandé à voir cela et comme il n'y avait plus de direction, la direction à Lip n'était plus crédible. On a donc demandé à voir les principaux membres du conseil, ceux qui en fait sont les véritables patrons de l'entreprise Lip, Riboud et Bidegain. Et bien on les a vus et ils ont précisé qu'ils ne toucheraient pas à l'emploi, mais ce sont des précisions sur lesquelles on ne peut pas compter et effectivement à l'heure actuelle il y a des risques pour qu'ils touchent à l'emploi, mais c'est bien à ces risques-là que l'on s'est préparé

Quand on a vécu un conflit de l'ampleur qu'a été celui de Lip, qu'on a retrouvé un emploi et que en même temps la situation générale s'est dégradée, c'est-à-dire depuis la reprise le 11 mars 1974, il y a une situation qui a changé en France. Il y a des centaines d'entreprises qui ont été agressées, il y a plusieurs milliers de travailleurs qui ont été agressés au niveau de l'emploi, le chômage partiel, la réduction d'horaires et des salaires. On est dans un contexte qui est autrement plus difficile que celui de 1973 où on était encore dans une période dite d'expansion du capitalisme alors que maintenant on est en période de régression, de crise et d'attaques plus généralisées contre la classe ouvrière, et cela ça pèse dans la tête des gens et des travailleurs dans leur ensemble.

Nous sommes persuadés qu'il y a des risques pour nous et qu'il faut aller de l'avant et attaquer avant d'être attaqué ; mais pas de se lancer dans une bataille où il y aurait eu à peine 150 travailleurs prêts à entrer en lutte alors que les autres n'y sont pas prêts, et c'est à cette aventure que voulait nous mener la CGT.

Ce n'est pas la première fois que le PCF nous attaque mais cette fois cela a une répercussion plus nationale. Le PCF de Besançon et la CGT racontaient : «Que l'on était des réformistes et des gens qui ne voulaient pas combattre le système». Aussi on a pu voir durant le combat de 1973 ceux qui étaient les plus résolus à combattre le système, c'était tout de même bien la section CFDT. La CGT quant à elle brilla particulièrement par sa trahison et son absence. Aujourd'hui on nous répète de la même manière «ça y est c'est la collaboration de classe», «deux ans de collaboration de classe», etc. On peut interroger les travailleurs de Lip pour avoir un premier jugement sur ce que fait la CFDT de Lip en matière de collaboration de classe.

Contrairement au PCF et à la CGT, notre premier travail c'est d'amener l'ensemble des travailleurs à une réflexion la plus exacte possible sur la situation présente afin d'être plus fort pour attaquer.

La CGT aurait peut-être voulu que l'on entre en lutte tout de suite par la grève avec occupation. Mais ce n'était pas la réponse à donner dans cette période.

Contrairement à ce que raconte le PCF on essaye — la CFDT — de rassembler dans l'unité, le maximum de force pour vaincre, cela se voit par les nombreuses assemblées générales et les discussions dans les ateliers. On sait que c'est un problème très sérieux où il faut que l'ensemble des travailleurs soit le mieux armé possible pour mener la bataille, c'est ce que la CFDT cherche à faire. Et bien oui, «Lip quoi de changé» comme le vomit Serge Paganelli dans «France nouvelle», rien n'est changé, on se bat toujours, alors que le PCF cherche par une page entière de «l'Humanité» à nous démolir, car, il ne peut pas admettre qu'il puisse se réaliser des choses importantes par des gens qui ne sont pas du PCF. A partir de là, le PCF considère les travailleurs de Lip comme des anormaux et la section CFDT comme collaboratrice de la classe capitaliste. On aimerait bien que le PCF réponde par des arguments plus politiques que ces bassesses.



Les travailleuses et travailleurs de Lip au cours d'une assemblée générale (photo Libération).

problème en mains. Mais dans la période où il n'y avait plus de «direction», le financement de l'entreprise n'étant absolument plus assuré, on parlait de plans mais il n'y avait plus de financement. L'entreprise ne payait même plus les échéances, il y avait des fournisseurs qui n'étaient plus payés, disons qu'il y avait juste un paiement de façon à ne pas être mis en liquidation judiciaire. A partir de là on estimait qu'il fallait absolument, le moment venu, en cas d'attaques être tous présents et travailler à changer le rapport de force.

depuis plusieurs mois, contrairement aux dires du PCF qui ne cherche en fait qu'à nous démolir.

HR : Comment expliquer l'attitude de la CGT et du PCF contre les travailleurs de Lip et contre la CFDT ?

C. Piaget : On ne peut pas comprendre, et la CGT quand elle fait semblant de ne pas comprendre, elle, le sait très bien.

Vers un nouvel ordre économique mondial

Les aspects économiques et financiers de la crise

Le «Centre de formation aux réalités internationales» (1) se veut organiser des cycles d'études «destinées à offrir aux "décideurs" économiques, politiques, culturels et sociaux, des informations sur les grands problèmes internationaux, avec le concours de praticiens d'expérience internationale». Dans ce cadre, il a organisé du 28 janvier au 19 mars un cycle traitant des «Projets de nouvel ordre économique». La première séance, consacrée aux nouvelles politiques énergétiques des pays industriels et animée par P. Desprairies, président de l'Institut français du pétrole, n'offrait à vrai dire pas grand-chose de nouveau, du moins pour les lecteurs habituels de «l'Expansion», du «Nouvel économiste» ou... du «Monde». Si l'orateur avait le mérite de déclarer qu'il ne croyait pas à l'éclatement de l'OPEP — ce rêve des chroniqueurs bourgeois — il ne lui était certes pas difficile de conclure : «Le dialogue Nord-Sud serait sans doute très difficile et long car il faudrait renoncer à la loi de l'offre et de la demande» ! Par contre, la 2^e séance était présentée par J. Carrière qui n'est pas n'importe qui puisqu'il est directeur de l'Office européen de la banque mondiale. Et ses analyses nous ont semblé dignes d'attention. Tentons de les présenter.

Pour J. Carrière, la crise était déjà inscrite dans les tendances, et les réponses jusqu'ici apportées n'ont été que des palliatifs. C'est bien le problème d'un nouvel ordre économique qui se pose.

L'ordre «libéral»

Il apparaît, en façade, comme un gage de stabilité. De 1960 à 1970, la croissance est assez forte et régulière, le commerce international quadruple de volume, les paiements mondiaux sont à peu près équilibrés. 10 milliards de dollars (constants) semblent être la norme pour combler le déficit des «pays en voie de développement» (PVD). Mais en fait des déséquilibres s'accroissent :

1) au niveau des échanges : si effectivement les échanges augmentent entre les pays industriels, ils diminuent d'une part pour les PVD entre eux, d'autre part entre pays industriels (PI) et PVD. Par ailleurs, le rapport prix des matières premières/prix des produits finis s'est dégradé de 35 % entre 1950 et 1970.

2) au niveau des activités : en 1970, les PVD (70 % de la population) ne produisent que 7 % de la production manufacturée. Et cette situation ne peut s'améliorer, car l'investissement dans les PVD est infiniment inférieur à celui des PI. Si, pour ces derniers, il représente 835 dollars par tête, il tombe pour les PVD à 85 dollars voire pour certains pays (Inde, Afrique...) à 16 dollars.

3) au niveau des revenus : si leur répartition est déjà

très diversifiée dans les PVD, les distorsions se creusent encore. De 50 à 72, le revenu moyen par tête passe de 2 500 dollars à 5 000 pour les USA, de 120 à 200 en Afrique, de 120 à 300 en Asie : la différence passe donc de 2 380 à 4 700... dans les meilleurs des cas !

L'explosion des déséquilibres

Ses signes avant-coureurs sont visibles. Citons notamment :

— le détraquement du système monétaire international, marqué par le déficit de la balance commerciale US, comblé par un déluge de dollars sur le monde, entraînant à son tour l'inconvertibilité, les monnaies flottantes, la fiction des Eurodollars, etc.

— l'inflation qui, déjà sérieuse en 60, s'accroît en 70 et s'emballé en 73. Or les PVD n'ont pas les moyens d'une politique anti-inflationniste : ils seront donc les premiers touchés.

— la crise politique du monde occidental, marquée par le déclin des USA (Vietnam, Watergate) et la crise de l'Union européenne.

En face, le tiers monde commence à forger son unité, trouve ses thèmes et ses slogans et procède à une remise en question scientifique. Premier témoin, la lutte contre les multinationales.

Son déclenchement est signifié par l'effondrement du système monétaire (2 dévaluations du dollar : chec des tentatives de réformes) et «l'emballé» de 1973 : le taux d'inflation atteint 7 % dans les PI et 14 % dans les PVD.

C'est dans ces conditions qu'intervient ce que l'on appelle maintenant le «choc pétrolier». Choc sur les paiements : le sens des balances des échanges est complètement retourné. Sur les prix en 1974, l'inflation grimpe à 11,7 % dans les P.I., à 29 % dans les PVD. Sur la croissance : elle est considérablement réduite dans les P.I.

Seulement, si les P.I. réussissent — au prix du chômage, et provisoirement — à gommer une partie des effets, aidés en cela par la soif d'importation des pays de l'OPEP, le déficit des «pays de production primaire» (Portugal, Grèce...) se maintient, et celui général des PVD se creuse. De 9,1 milliards de dollars, il est prévu qu'il passe à 31 en 1976 : or les PVD n'ont pas les moyens de le réduire. Notons de plus qu'il correspond à des masses d'échanges sans commune mesure avec celles des P.I.

Quelle réponse ?

Si jusqu'ici la catastrophe a été évitée car on a trouvé le moyen de financer le déficit des PVD, leur endettement s'élèvera en 1976 à 100 milliards de dollars (plus d'une année d'exportations !) auxquels il faut ajouter 12 milliards d'intérêts. Le recours au Fonds monétaire international ne peut constituer une réponse à long terme. Il faudrait soit une aide massive gratuite, soit une revalorisation des exportations des PVD.

Pour J. Carrière, ce serait de toute façon conforter le système actuel alors qu'il s'agit de le changer.

Il était intéressant de synthétiser les positions d'un «grand commis». Gageons que la prochaine séance, traitant de «l'état actuel des négociations sur le nouvel ordre économique» (2) par la voix d'un autre grand commis «européen», Cl. Cheysson, vaudra aussi un compte-rendu. Face au désarroi de tous les économistes de toute volée, les recherches des fonctionnaires honnêtes méritent notre attention. En son temps, Marx et Lénine ne négligeaient pas ces informations...

(1) 30, rue Cabanis 75014 Paris — Tel. 336-04-41.

(2) Le 19 mars, à 19 h 30, au 30, rue Cabanis.

LA PAROLE AUX LECTEURS

Avec la volonté de maintenir des relations étroites entre l'Humanité rouge et ses lecteurs, le comité de rédaction lançait en septembre dernier une enquête auprès d'eux.

Les nombreuses réponses reçues ont été très précieuses et ont déjà permis — le courrier des lecteurs en témoigne — de rectifier un certain nombre d'insuffisances.

Mais il reste encore beaucoup à faire, nous en sommes tous conscients, pour

faire de notre quotidien une bonne arme au service des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays.

C'est pourquoi le comité de rédaction a décidé d'impulser une nouvelle enquête en appelant tous les lecteurs à faire connaître leurs critiques et suggestions pour une amélioration constante de «leur» journal.

Répondez largement à notre questionnaire, vous nous aiderez.

1) Avez-vous noté des améliorations ou des régressions dans le contenu et la forme du journal — lesquelles ?

2) Quels sont les reproches principaux que vous lui adressez ?

3) Lisez-vous régulièrement l'ensemble des articles ? ou seulement certains ? lesquels ?

4) Quelles sont les rubriques ou les sujets absents que vous aimeriez y trouver ?

AFFICHEZ L'H.R.



La Faucille

REVUE PAYSANNE DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE



LE PREMIER NUMÉRO DE MARS DE VIENT DE PARAÎTRE.

On y trouvera notamment des articles sur les manifestations du 17 février, sur la défense des petits producteurs de lait dans le Nord-Finistère, sur les actions des viticulteurs, et un éditorial soulignant l'importance historique de la Commune de Paris pour l'unité des ouvriers et des petits paysans.

L'exemplaire : 0,70 F à commander à L'Humanité rouge

BP 61 75 861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source



— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :

Adresse :

Signature :

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 30 226 72 La Source

A paraître prochainement le numéro 6 de mars 1976 de LA JEUNE GARDE ROUGE organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

- Au sommaire notamment :
- 1871-1976 Vive la Commune de Paris
 - le 8 mars journée internationale des femmes
 - cinq jeunes communistes quittent le faux MJCF et rejoignent les rangs de la JCMLF
 - le grand débat sur la révolution dans l'enseignement en Chine.
 - diverses luttes de jeunes travailleurs et d'étudiants

Passez vos commandes à L'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cedex 18 en précisant «pour la Jeune Garde Rouge».



culturel

Archéologie

En Chine, dans le Chensi

Une découverte extraordinaire

L'exploration menée par les archéologues permit d'établir qu'à l'est du tombeau sur une étendue rectangulaire de 210 m d'est en ouest, et de 60 m du nord au sud, une couche de terre de 4 à 5 m d'épaisseur recouvrait une construction souterraine de quelque 12 600 m² ! Des fouilles d'essai furent alors entreprises dans les parties est, centrale et ouest de la construction, sur 1 100 m² au total.

L'enlèvement des terres superficielles fit apparaître — spectacle extraordinaire — force figures humaines en terre cuite grandeur nature représentant des guerriers munis les uns d'arcs et de flèches, les autres de coutelas, de lances, d'arbalètes... ainsi que des figures de chevaux attelés par groupes de quatre à des chars, de grandeur naturelle et en terre cuite également. Rien que sur ces 1 100 m², le nombre des terres cuites mises à jour, après nettoyage et reconstitution, se monte à 691 représentations humaines de 1,75 à 1,86 m de haut, et à 24 de chevaux de

1,23 m au garrot. Le tout disposé en un ordre rigoureux.

Selon des estimations, il s'agit du simulacre d'une troupe nombreuse partant en guerre, composée d'un corps d'avant-garde de 72 rangs du nord au sud, d'un corps principal de 38 colonnes de l'est à l'ouest, ainsi que de deux ailes et d'une arrière-garde, en tout environ 6 000 guerriers (y compris ceux non déterrés).

Ont été mises à jour à la même occasion des armes telles que sabres, coutelas, lances et pointes de flèche, ainsi que des épées en alliage coulé de cuivre et d'étain qui lancent encore des feux.

Le sol de la construction est recouvert de briques à motif de cordages. Les charpentes en bois ont été calcinées. Se basant sur l'ancienne littérature et sur l'étude menée sur place, les archéologues estiment que, d'une façon générale, ces terres cuites remontent au règne du Chehouangti, il y a plus de 21 siècles. La construction funéraire au-

rait été incendiée par Hsiang Yu (232-202 av. J.C.) représentant des forces restauratrices des propriétaires d'esclaves vers la fin de la dynastie des Ts'in, qui sacca-ga la sépulture du Chehouangti.

UN REFLET DE L'ÉPOQUE D'ALORS

Le Chehouangti, de son nom Ying Tcheng, représentait la classe montante des propriétaires fonciers. En



Restauration des figurines

(Photo Hsinhua).

221 av. J.C., se conformant à l'évolution de l'histoire et s'appuyant sur la force du peuple, il mit fin aux guerres incessantes que se livraient depuis plusieurs siècles les princes feudataires et unifia pour la première fois la Chine, jusque-là morcelée, pour la placer sous son pouvoir centralisateur et autocratique. Le corps de bataille constitué par ces guerriers valeureux et ces vigoureux coursiers illustre de façon vivante comment le Chehouangti guerroya dans le pays entier pour balayer les vestiges de l'esclavagisme et unifier la Chine.

Le système funéraire reflète les changements politiques et économiques survenus à l'époque. Un siècle et demi avant l'unification de la Chine par le Chehouangti, le prince Hsiao-kong (?-338 av. J.C.) de l'État de Ts'in, adoptant l'opinion du légiste Chang Yang de «modifier la loi et réformer les mœurs», abolit le système du sacrifice humain propre aux funérailles esclavagistes. Les figures de

artisans constituent les seules classes fondamentales, créatrices de valeurs matérielles et culturelles. La réalisation de ces figures de terre cuite témoigne de l'intelligence et de l'art accompli par le peuple travailleur sous la dynastie des Ts'in qui, par sa facture claire et méticuleuse, son style sobre et généreux, a porté la sculpture chinoise à un nouveau palier. Ces près de 600 guerriers de terre cuite qui portent les uns la cuirasse, les autres la tunique, et tous des molletières aux jambes et leurs armes à la main, ont l'air solennel, brave, inébranlable et invincible dans la lutte.

Réalisés avec un trait dominant de réalisme, ces guerriers ont des proportions correctes, des formes exactes. Les détails sont finement exécutés. Ils sont tout palpitants de vie, on les dirait en chair et en os.

Le rendement de caractères divers est un autre succès remarquable dans la sculpture de ces guerriers de terre cuite. Un grand nombre ont des expressions variées : certains respirent bravoure et audace, d'autres expriment virilité et fermeté, d'autres encore ont le front large, signe d'intelligence et d'astuce, ou bien un sourire aux lèvres et un pli aux coins des yeux qui révèlent la joie des vainqueurs.

À la différence des bronzes des dynasties des Chang et des Tcheou (16è-8è s. av. J.C.) qui sont décorés de dessins de taotie, de dragon koui et de nuage stylisé, et donnent par conséquent une

sensation de lourdeur ou de bizarrerie, ces figures de terre cuite des Ts'in sont imprégnées de dynamisme. On peut dire que, par leur procédé réaliste, leurs auteurs ont rompu avec le monde mythologique du temps de l'esclavagisme pour se rapprocher de la société réelle et illustrer l'époque nouvelle. Cette pratique créatrice est un reflet de l'opinion des légistes de chercher le beau dans le «présent» et de prendre exemple sur «les sages nouveaux».

Parmi 100 autres objets culturels découverts au cours de ces mêmes fouilles, citons des armes de bronze très précieuses comme des coutelas, des pointes de flèche et des mécanismes d'arbalète en parfait état de conservation. Elles sont principalement en alliage de cuivre et d'étain mais contiennent encore 13 autres éléments : nickel, magnésium, aluminium, zinc, fer, silicium, manganèse, thallium, molybdène, vanadium, cobalt, niobium et chrome. Les épées ne sont point rouillées, les lances sont encore très acérées. Il y a, en outre, des fils de cuivre de différentes grosseurs, les premiers mis à jour jusqu'ici au cours de fouilles archéologiques, ainsi que des instruments agricoles de fer, des articles en or, en jade ou en os, des tissus de chanvre, des soieries et des morceaux de cuir, qui témoignent, tous, du niveau atteint dans le développement des forces productives sociales sous les Ts'in.

Extraits de
La Chine en construction
No 2 - 1976.

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

Université Paris VIII- mercredi 8 mars

JOURNÉE DU CINÉMA ALBANAIS

Journée du cinéma albanais
mercredi 10 mars
à l'université de Vincennes,
route de la Tourelle Paris 12^e.
Accès par le métro Château
de Vincennes avec corres-
pondance par bus. Salle
F. 013 (rez de chaussée —
bâtiment F.)

— à 10 heures : **Matins de guerre** (noir et blanc) 1 h

Nous nous trouvons dans l'atmosphère étouffante de l'occupation étrangère pendant les années 40, que vit une petite ville au bord d'un lac. Tout en présentant avec naturel et réalisme le monde des enfants, le réalisateur montre comment leurs jeux, leurs sentiments sont pénétrés par la guerre. Ils essaieront, à leur manière, de participer à la lutte de la Libé-

ration nationale.

— à 12 heures : **Le commissaire de la lumière** (noir et blanc) 1 h 30.

L'histoire d'un instituteur qui, à l'appel du Parti du travail d'Albanie, au lendemain de la Libération, se rend dans un village reculé pour organiser une école. Une jeune fille du village deviendra institutrice, c'est l'occasion de montrer les durs débuts de l'émancipation de la femme.

— à 14 heures : **Opération feu !** (noir et blanc) 1 h 30.

Traite d'événements réels survenus dans les premières années après la Libération. Les ennemis intérieurs : anciennes classes féodales et bourgeoises, clergé, organisent — en collaboration

avec des pays hostiles — des sabotages du jeune pouvoir populaire. Un membre du Comité de sécurité est chargé d'anéantir ces bandes. Le film montre comment le peuple albanais a dû être vigilant et doit toujours l'être pour défendre son indépendance et les conquêtes du socialisme.

— à 16 heures : **La fille des montagnes** (couleur) 1 h 30.

Ballet filmé qui retrace sur une longue période historique, des années 1930 aux années 1950, le combat des Albanais et notamment des paysans dirigé par le PTA pour abattre l'oppression des classes possédantes, concevoir l'indépendance, mettre en place la réforme agraire, liquider l'analphabé-

tisme. La fille des montagnes est la fille d'un paysan qui, comme son père tué lors de la guerre de Résistance, luttera jusqu'à sa mort contre les ennemis de son peuple et du socialisme, pour l'émancipation des femmes. Ce film repose sur de riches traditions de chants et de danses populaires.

— à 19 h 30 : **Ils s'appelaient Arber** (couleur) 45 mn

Sur l'identité du peuple albanais, ses traditions culturelles populaires mûries au cours des siècles à travers les vestiges archéologiques de l'Albanie d'aujourd'hui.

Cette journée du cinéma albanais est organisée par le cours : «Cinéma albanais» du département cinéma de



Affiche d'un des films qui sera présenté.

l'université de Vincennes, qui se déroulera au cinéma «L'Arvor» à Rennes à la semaine du cinéma albanais à partir du 15 mars.

L'Humanité Rouge

Etats-Unis

INTERVIEW DE MICHAEL KLONSKY

Président de la Ligue Octobre (ml) 2

De notre correspondant aux USA, Michel Bataille

HR : Peux-tu nous indiquer les grandes différences de principe existant entre ton organisation et les révisionnistes modernes du Parti « communiste » des États-Unis sur la question des minorités nationales. Peux-tu également élargir ton analyse sur les positions de classe du Parti « communiste » des États-Unis et sur le rôle contre-révolutionnaire qu'il joue aujourd'hui ?

MK : Le Parti « communiste » des États-Unis fut pendant de longues années un parti révolutionnaire — avant-garde de la classe ouvrière et des luttes des nations opprimées et minorités.

Ce fut la première organisation américaine à soutenir le droit des Afro-américains à l'autodétermination, et à considérer la question nationale comme une question révolutionnaire, ne pouvant être résolue sans le renversement de la classe capitaliste. Certains de ses dirigeants tels que Harry Haywood, théoricien éminent du Parti sur la question nationale, aideront à la rédaction des résolutions de 1928 et 1930 du Komintern, résolutions démontrant clairement que le capitalisme était la cause de la discrimination raciale aux USA, que le développement du capitalisme s'était fait sur la base de l'esclavage, et que seul le renversement du système pouvait apporter l'émancipation de la population noire — et vice-versa — que la classe ouvrière américaine ne pouvait se libérer des griffes du capitalisme qu'avec la totale émancipation de leurs frères afro-américains.

Marx a dit : « Le travail, dans une peau blanche, ne pourra se libérer si dans la peau noire, il est encore marqué au fer ». Ce fut sur la base de ces principes que le Parti « communiste » des États-Unis mena son activité au sein des masses afro-américaines et des autres nationalités.

Vers la fin des années 30 se développèrent au sein du parti de sérieux courants révisionnistes, qui allaient éventuellement se transformer en première tendance révisionniste mondiale. Cette tendance était représentée par des individus tels que Earl Browder et Lovestone, qui s'empressèrent de liquider le caractère révolutionnaire de la question nationale. Ils mirent en avant la « théorie des forces productives » et surestimèrent les caractéristiques particulières du capitalisme monopoliste US, affirmant que celui-ci pouvait résoudre ses contradictions principales au travers de l'industrialisation, particulièrement le développement de la grande industrie. En tant que « contradictions principales » Browder et Lovestone entendaient les contradictions de classe et nationales qui selon eux, pouvaient être résolues d'une façon pacifique sous la direction de Roosevelt et de la grande bourgeoisie.

Lovestone, qui avait décrété que le nationalisme était périmé, que les autres noirs, s'ils pouvaient bénéficier de quelques réformes et concessions de plus, s'intégreraient éventuellement complètement au régime capitaliste, que les contradictions de classe avaient cessé d'exister, etc... devint après son expulsion du parti un agent de la CIA au sein du mouvement syndical.

Cette ligne révisionniste avait causé des réactions d'opposition de la part des mili-

tants du parti et particulièrement des militants noirs, qui étaient plusieurs milliers à l'époque. Mais, malgré l'expulsion de Lovestone, suivie de celle de Browder peu après, et malgré la réaffirmation d'une position révolutionnaire sur la question nationale, le révisionnisme ne fut jamais complètement écrasé comme il aurait dû l'être, et il continua de coexister dans le parti à côté de la ligne révolutionnaire.

Ce fut dans le courant des années 50 que le parti abandonna définitivement ses positions révolutionnaires. Il retira son soutien aux luttes menées par les Afro-américains, retira ses cadres du sud du pays, abandonna les principes de l'autodétermination, réinstaura les lignes de Browder et Lovestone dans le parti, lignes qui sont les siennes aujourd'hui.

De nouveau, électoralisme, élection de candidats « démocrates », et social-pacifisme sont les réponses apportées par les révisionnistes aux justes demandes de libération des masses noires. Aujourd'hui, malgré le

MK : Sans aucun doute. Cette ligne révisionniste qui s'est développée durant les 20 dernières années au sein du parti a elle-même dégénéré en social-fascisme, social-impérialisme. Ainsi aujourd'hui, le Parti « communiste » des États-Unis n'est plus seulement un faible combattant de l'impérialisme, c'est une 5^e colonne du social-impérialisme aux USA.

Son opposition au capitalisme monopoliste US n'est qu'un moyen de plus d'accroître l'influence du social-impérialisme. C'est pour cette raison que le parti ne peut avoir de correctes positions sur la question nationale, car sa ligne politique reflète l'intensification de l'oppression nationale sur le plan mondial : domination des colonies, compétition inter-impérialiste pour de plus grandes zones d'influence dans le tiers monde, etc... Et parmi les premières victimes de cela se trouvent les minorités nationales.

Aujourd'hui, le parti joue un rôle de bandit et de gangster contre la montée du

difficultés, plus de chômage et d'inflation qui attendent la classe ouvrière.

Les USA ont connu beaucoup de crises. Là où il y a capitalisme, il y a crise — produit inévitable du système lui-même. Et même quand la société n'est pas en crise, même quand on se trouve en période de soi-disant « boom » économique, il se trouve encore des millions de chômeurs et de continuelles attaques sur les conditions de vie des travailleurs.

La crise actuelle est cependant différente des autres en ce que le capitalisme monopoliste US a été sérieusement affaibli tant en dehors qu'au dedans. Il a souffert de cuisantes défaites face à la lutte des pays du tiers monde, et à la résistance croissante des pays du second monde. Il s'est trouvé confronté aux désirs expansionnistes grandissants du social-impérialisme partout sur la planète — pour le contrôle des marchés et des colonies.

Sur le plan intérieur, les USA sont confrontés à des conditions inconnues jusqu'à présent. Non seulement il y a l'habituelle crise de surproduction, mais la pire inflation de leur histoire, le dollar, jadis pilier de référence des monnaies du monde capitaliste, n'est plus accepté comme valeur d'échange par bien des pays. Les USA essaient de reporter le poids de cette crise sur les autres pays, en particulier le tiers monde et l'Europe, mais y ont rencontré une grande résistance. Nous pensons donc qu'il n'y a pas de solution pour l'économie américaine aujourd'hui. Nous ne nous avançons pas vers une période de relance : on peut comparer cela à un homme qui, tombant d'une falaise pour rebondir sur des rochers et aspérités vers le bas, ce qui retardera temporairement la vitesse de sa chute.

Le seul recours à la crise, c'est la lutte révolutionnaire des travailleurs, chômeurs, petits industriels, petits paysans, — lutte commune et unie contre le système capitaliste. D'autre part, dans sa lutte avec le social-impérialisme, pour la domination mondiale, l'impérialisme américain a augmenté son budget de guerre, et orchestre cette année la campagne du bicentenaire de la révolution bourgeoise de 1776. Il essaie de préparer le peuple américain à l'idée d'une nouvelle guerre mondiale, en répandant des sentiments de patriotisme réactionnaire et de fascisme, il pousse les travailleurs à une accélération de la production sous la bannière du patriotisme.

Cela montre que, malgré tous les beaux discours sur la détente, la bourgeoisie américaine se prépare à la guerre. Un des slogans des marxistes-léninistes américains est « Du travail, pas la guerre », slogan qui souligne qu'une nouvelle guerre ne sera pas acceptée par la classe ouvrière américaine, que le peuple travailleur ne se sacrifiera pas, lui et ses fils sur les champs de bataille d'Europe et du Moyen Orient, pour l'impérialisme américain.

Nous ne pensons donc pas qu'une relance réelle soit possible. La seule façon pour la classe dirigeante « d'acheter un sursis » pour elle-même, c'est d'augmenter les attaques de type fasciste sur les travailleurs et de se préparer à la guerre.

(A suivre)



De plus en plus aux USA les minorités nationales se dressent contre l'oppression, le racisme et toutes les discriminations. Ici, manifestation de travailleurs porto-ricains.

fait que le parti « parade » quelques dirigeants noirs tels que Henry Winston et Angela Davis, la ligne du parti est une ligne de chauvinisme blanc sur la question de la libération noire.

D'un côté, sa politique apparente est principalement réformiste, mais de l'autre, le parti révisionniste attaque vicieusement tout développement marxiste-léniniste ou nationaliste révolutionnaire. Le parti a totalement failli sur cette question, comme sur toutes les autres d'ailleurs, et nous ne pensons pas qu'il pourra jamais regagner les Afro-américains dans ses rangs.

HR : Penses-tu que le parti révisionniste ait d'autres caractéristiques que la faillite de ses positions politiques sur la question afro-américaine, et sur d'autres questions également ? Analyses-tu, par exemple, le parti révisionniste en tant que parti contre-révolutionnaire jouant le rôle d'agent du social-impérialisme en Amérique ?

mouvement révolutionnaire. C'est une bonne leçon à tirer de ce que peut devenir l'opportunisme quand on le laisse se développer : politique réactionnaire et social-impérialisme. C'est ce qui s'est passé en URSS et dans plus de 100 partis à travers le monde.

C'est pourquoi nous pensons que la construction du parti ne pourra se faire que grâce à une lutte à mort contre le révisionnisme.

HR : Peux-tu nous donner l'opinion des marxistes-léninistes américains sur la soi-disant « relance économique » ?

MK : La classe au pouvoir, ses politiciens et défenseurs répandent aujourd'hui le bruit de relance économique. Ils essaient de présenter toutes sortes de mensonges et de contre-vérités pour convaincre la classe ouvrière et les grandes masses de chômeurs que la fin du tunnel est proche. Plutôt que la « relance », ce sont plus de